

[Text]

the new plants will employ significantly fewer people. That is happening in a whole host of areas throughout the industry.

I would hope that through DREE or some other kind of mechanism, we can somehow make up in other areas, such as reforestation which is desperately needed, and inject cash into that to help boost the provinces, which really have not done their job—and the companies really have not done their job—and ensure that we do not face the kind of backlash I am afraid is going to come in the kind of hard times we are in right now. Nobody wants to see the country rendered assunder more than it has been already, but that is bound to happen in these kind of economic conditions if some action of that kind, or something similar, does not take place soon.

Mr. Montreuil: Mr. Chairman, I sympathize fully with the member's comment about the need to address the whole problem of the forestry sector, and with modernization on the supply side, the reforestation. It is a fact that the ministry of DREE has been associated with a number of provincial governments over the past years to support reforestation. I think there is concern at the national level that the management of the forests has not been the best and that the federal government has a responsibility, that the industry has a major responsibility and that provincial governments, which in a sense are the guardians of the resource and are responsible constitutionally for the resource, need to get their house in order, but which is not necessarily the case across the country.

• 1620

However, I will move from that. As Mr. Gray mentioned last night, he hopes to have legislation passed shortly, but assuming that the new ministry would focus in on the resource side of reforestation, silviculture, et cetera, it is envisaged that this responsibility now will rest with the vertical department that is concerned, namely Environment Canada. It is within that framework that the dialogue with provinces under the MSERD umbrella will take place.

I do not agree, however, when the member mentions that the industry has not taken funds into account nor contributed. You will find that the industry has been a major contributor through taxes to the treasury of both the provincial and the national governments.

Mr. Kristiansen: Except when it is through Levesque.

Mr. Montreuil: That is correct. I should also add that, although we have not completed our evaluation of the support provided under the various federal—provincial agreements for the modernization of the pulp and paper industry, it has been stated by some that, from an incremental standpoint, the industry has invested significant amounts of money to modernize their facilities. Most of you know that the expenditures for

[Translation]

reconvertir pour produire autre chose, ce qui va encore aggraver le chômage, car, en plus des diminutions provoquées par le rétrécissement du marché, les nouvelles usines pourront tourner avec moins d'employés. On constate d'ailleurs ce phénomène dans tout un tas d'autres secteurs de l'activité industrielle.

J'ose espérer que par l'intermédiaire du MEER ou d'un autre organisme, nous pourrions apporter une aide à certaines activités, comme le reboisement, qui est des plus urgente, et y investir en vue d'aider les provinces qui ont fait leur travail (contrairement aux compagnies privées), en vue d'éviter le genre de représailles qui risquent de surgir compte tenu de la mauvaise conjoncture économique. Personne ne voudrait voir le pays s'enfoncer davantage, mais c'est ce qui va se passer, compte tenu de la conjoncture économique actuelle, si l'on ne prend pas bientôt les mesures qui s'imposent.

M. Montreuil: Monsieur le président, je partage tout à fait le point de vue du député au sujet du besoin de régler les problèmes que connaît le secteur forestier, dont ceux de la modernisation et du reboisement. Il est vrai que le ministère de l'Expansion économique régionale a conclu certains accords ces dernières années avec divers gouvernements provinciaux en vue d'appuyer les efforts de reboisement. La plupart des gens sont d'avis que la gestion des forêts canadiennes n'a pas toujours été bien faite et je pense que le gouvernement fédéral, l'industrie et les gouvernements provinciaux (et ces derniers sont dans un certain sens les gardiens de cette ressource puisqu'ils en sont constitutionnellement responsables) ont chacun leur part de responsabilité et qu'ils doivent l'assumer. Mais la situation n'est pas la même partout au pays.

Toutefois, je laisserai de ce sujet. Comme le mentionnait hier M. Gray, il espère faire adopter une loi à cet effet bientôt, quoique, si l'on suppose que le nouveau ministère concentrera ses efforts sur l'industrie des ressources en reboisement, en silviculture, et cetera, on prévoit que cette responsabilité incombera maintenant au ministère fonctionnel, c'est-à-dire Environnement Canada. C'est dans ce cadre que le dialogue avec les provinces sera entamé, sous la surveillance générale du département d'État pour le développement économique et régional.

Toutefois, je ne suis pas d'accord avec le député que l'industrie n'a pas tenu compte des octrois, qu'elle n'y a pas contribué. Vous saurez que l'industrie est un contributeur important par le truchement des impôts payés au trésor des gouvernements national et provinciaux.

M. Kristiansen: Sauf dans le cas de M. Lévesque.

M. Montreuil: C'est juste. J'ajouterai aussi que même si nous n'avons pas terminé notre évaluation de l'appui fourni aux termes des ententes fédérales-provinciales sur la modernisation de l'industrie des pâtes et papiers, on a déjà déclaré que sur le plan de l'augmentation, l'industrie a déjà investi des sommes importantes dans la modernisation de ses installations. La plupart d'entre vous savent que les dépenses de modernisa-